



Après le non du Conseil fédéral à l'initiative vache à lait

## La vache à lait se mue en vache de combat

**Berne, novembre 2014. L'initiative vache à lait exige que les taxes et les impôts payés par les usagers de la route soient réellement utilisés pour l'infrastructure routière. L'initiative bénéficie d'un large soutien: outre auto-suisse, le comité est composé de représentants de l'Union suisse des arts et métiers, de l'ASTAG, de l'Union professionnelle suisse de l'automobile, de l'Union pétrolière ainsi que de Commerce Suisse. Le refus de l'initiative par le Conseil fédéral déçoit. Il est d'autant plus important de la soumettre au peuple pour mettre fin à l'utilisation détournée des fonds routiers.**

Le Conseil fédéral rejette l'«initiative pour un financement équitable des transports» («initiative vache à lait») sans présenter de solution alternative digne d'être discutée. Apparemment, le gouvernement n'est pas disposé de tirer un trait sur l'utilisation détournée des fonds routiers. Cela est décevant.

L'initiative vache à lait demande que l'ensemble des recettes provenant de la taxe sur les huiles minérales soit attribué la circulation routière. Aujourd'hui, la moitié des produits – environ 1,5 milliards de francs – est versée à la caisse fédérale.

Cette utilisation détournée est irresponsable: même si l'on ne voulait réaliser que les projets d'entretien et d'aménagement les plus urgents, le prix de l'essence grimpera tôt ou tard à 3 francs ou plus si l'initiative vache à lait est rejetée. Cette dernière présente en effet une solution alternative: si elle est acceptée, la route disposera enfin d'assez d'argent, et ce sans l'introduction de redevances et de taxes supplémentaires. La votation sur la vignette autoroutière a bien montré comment les usagers de la route malmenés sont sensibles aux convoitises injustifiées. Tirons les leçons de ces erreurs.

Le comité d'initiative demande le Parlement de ne pas oublier les préoccupations des usagers de la route lorsqu'il débat l'initiative vache à lait. Dans ce contexte, il faut également souligner qu'une grande partie des transports publics dépend effectivement de la route.

En cas de questions ou pour des renseignements supplémentaires, n'hésitez pas à contacter:

Andreas Burgener, Directeur auto-suisse, téléphone 079 474 21 04

François Launaz, Président auto-suisse, téléphone 079 408 72 77

Petra Gössi, Conseillère nationale/membre du comité d'initiative, téléphone 079 347 88 71